Quelle politique linguistique pour le Cameroun ?

Liliane HODIEB

Inalco, Plidam

Résumé : Le Cameroun compte plus de 230 langues. Avec le français et l'anglais comme langues officielles, les langues nationales ou « indigènes » n'ont aucun statut réel. La situation linguistique du Cameroun est doublement conflictuelle. En effet on assiste d'un côté, à une « guerre » entre anglophones et francophones, et de l'autre côté, entre les langues officielles et les langues nationales. La colonisation a certes une grande part de responsabilité dans ce problème, mais il serait simpliste de considérer ce facteur comme l'unique cause de la crise qui sévit actuellement au Cameroun. Plus qu'une crise politico- linguistique, il s'agit manifestement d'une crise identitaire. D'où la question, quelle politique linguistique pour le Cameroun ? Après avoir fait une revue de la littérature sur la sociolinguistique du Cameroun, nous montrerons, à partir de la « Language Management Theory » (Nekvapil & Sherman 2015), qu'une politique linguistique plus inclusive, c'est-à-dire de type «bottom-up », pourrait aider à pallier les conflits.

Mots-clés : politique linguistique, plurilinguisme, bilinguisme officiel, crise identitaire, Cameroun.

1 Introduction : présentation du Cameroun

Le Cameroun est un pays d'Afrique centrale qui compte environ 23 millions d'habitants. Son extrême diversité aussi bien écologique, culturelle, que linguistique lui vaut le nom de « l'Afrique en miniature ». Sur le plan linguistique particulièrement, le Cameroun est un véritable melting-pot : on y compte près de 230 langues appartenant à trois des quatre grandes familles linguistiques africaines, à savoir les langues afro-asiatiques, nilo-sahariennes et nigéro-congolaises. Cette dernière famille est la plus représentée dans le pays, notamment à travers les langues bantu parlées dans la quasi-intégralité du territoire. Le français et l'anglais sont les langues officielles. Le Cameroun est subdivisé en dix régions, anciennement appelées « provinces » : l'Extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua, le Centre, l'Est, le Sud, le Littoral et l'Ouest qui sont les régions francophones, le Nord-Ouest et le Sud-Ouest les régions anglophones. On voit déjà l'inégalité entre la partie francophone et la partie anglophone et on comprendra mieux pourquoi une telle répartition à travers l'histoire de la république.



Figure 1 – Le Cameroun et ses régions (Source : Lasseur, 2008 – tiré de geoconfluences.ens-lyon.fr)

2 Histoire du Cameroun : la colonisation

Revenons quelques siècles en arrière. Dès le XV^{e} siècle, les côtes du pays sont visitées par les Portugais. Ceux-ci découvrent une abondance de crevettes dans le fleuve Wouri, et lui donnent le nom de « *Rio dos Camaroes* » qui signifie « la rivière des crevettes ». De là est tiré le nom « Cameroun », qui sera attribué à tout le territoire.

Avant l'arrivée des puissances colonisatrices, la présence missionnaire est très importante dans le pays. En 1843 la *Baptist Missionary Society* de Londres s'implante dans le littoral. L'œuvre d'évangélisation et d'alphabétisation est entreprise en langue duala. Le pasteur Alfred Saker qui y travailla pendant 30 ans, proposa un équipement intralinguistique remarquable, notamment une traduction de la bible en langue duala. Cette œuvre marque le début le l'éducation dans une langue camerounaise. Peu à peu l'influence britannique diminue sur le territoire camerounais, alors qu'elle s'accentue au Nigéria voisin. Les chefs duala, craignant que leurs relations avec la Grande-Bretagne ne se dissolvent complètement, adressent en 1881 une pétition au Premier ministre britannique Gladstone pour l'annexion aux territoires anglais. Face aux tergiversations des Anglais qui n'arrivent pas à s'accorder sur la décision à prendre

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

quant à l'annexion des territoires camerounais, – la demande sera étudiée pendant plus de trois ans – les chefs duala vont se tourner vers les Allemands dont l'influence s'accroît sur les côtes. Le 12 juillet 1884, le traité germano-duala est signé entre les commerçants allemands et quelques chefs côtiers. Ce traité place le Cameroun sous la protection de l'empire allemand et attribue à ce dernier la souveraineté sur le territoire, en dehors des terres qui restent la propriété des rois côtiers. Il faut souligner que le texte originel du traité est rédigé en pidgin-English (une forme d'anglais simplifié et revêtu de mots d'origine portugaise, allemande, française et de langues camerounaises). La signature de ce traité oblige les Anglais à libérer le territoire, même s'ils restent intéressés par les richesses du Cameroun. Ces richesses sont également très convoitées par la France. Le commerce allemand est prospère au Cameroun jusqu'à l'éclatement de la Première guerre mondiale en 1914. La défaite de l'Allemagne mettra un terme à leur domination sur le Cameroun : de 1914 à 1916, les Français et les Britanniques établissent un condominium franco-britannique. Ce partage est entériné par le traité de Versailles du 28 juin 1919, puis par la Convention de Londres en 1922 qui place le Cameroun sous le mandat de la Société des Nations. La France occupe la plus grande partie du territoire tandis que la Grande-Bretagne ne se contente que du reste.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, le Cameroun passe du régime de mandat à celui de tutelle, suite à la création de l'Organisation des Nations Unies qui vient remplacer la Société des Nations. Le 1er janvier 1960, le Cameroun français accède à l'indépendance, par voie référendaire, et le français en devient la langue officielle. Le Cameroun britannique quant à lui était découpé administrativement en deux régions, le *Northern Cameroon* et le *Southern Cameroon*. Le 1er juin 1961, le *Northern Cameroon* devient indépendant et vote pour une intégration au Nigéria, tandis que le *Southern Cameroon* se joint au Cameroun français. Le 1er octobre 1961 les deux forment ainsi la République Fédérale du Cameroun avec pour président Ahmadou Ahidjo. Le 20 mai 1972, la République Fédérale devient la République Unie du Cameroun. Le 4 novembre 1982, Ahmadou Ahidjo démissionne de ses fonctions de président de la République et est remplacé par le premier ministre Paul Biya, toujours en poste à ce jour.

Pour parler de la politique coloniale proprement dite, on note une différence nette entre l'administration française et l'administration britannique. En effet la France adopte une politique d'assimilation, laquelle a pour but d'inculquer la langue et la culture française aux indigènes, afin que ceux-ci deviennent à terme des citoyens français à part entière. Les langues indigènes, interdites d'utilisation par les colons, étaient remplacées par le français à tous les niveaux de l'administration et de l'éducation.

Les Britanniques quant à eux pratiquent le « *Indirect Rule* », qui, à l'opposé du système d'assimilation, cherche à ce que l'indigène se développe à partir de ses ressources. Il faut préciser que toutes les sources ne s'accordent pas sur certains points. Par exemple, Echu (2012) dit que dans le domaine de l'éducation par exemple, les Britanniques cherchaient avant tout à adapter l'instruction aux aptitudes, aux besoins et aux mentalités des indigènes. De ce fait les langues indigènes furent employées comme langue d'instruction à l'école primaire seulement. Tabi-Manga (2000) avance

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

en revanche que les langues indigènes ne furent guère utilisées à l'école et que l'anglais était la seule langue d'instruction dans toutes les classes. Même le pidgin English était interdit à l'école. Pour lui, le but ultime de la Grande-Bretagne autant que de la France était l'expansion de leur langue et de leur civilisation.

3 La période post-coloniale

3.1 Langues officielles *vs.* Langues locales

La période post-coloniale va privilégier les deux langues officielles à savoir le français et l'anglais, au détriment des langues locales. Le français et l'anglais sont notamment les langues d'enseignement, de l'administration et des média, elles sont également utilisées dans le cercle familial. Les langues locales quant à elles, reçoivent le rang de « langues nationales », et, bien que leur promotion soit stipulée dans la constitution, celle-ci reste symbolique. Pour pallier ce déséquilibre, plusieurs structures non gouvernementales, telles que le Programme de Recherche Opérationnelle pour l'Enseignement des Langues au Cameroun (ou PROPELCA), la SIL-Cameroun, la *Cameroon Association for Bible Translation and Literacy* (ou CABTAL) et l'Association Nationale des Comités de Langues Camerounaises (ou ANACLAC) ont mené des recherches et des expériences en vue de l'officialisation, de la standardisation, de l'enseignement des langues locales. En dépit du manque de soutien de la part des autorités, les chercheurs impliqués dans ce combat pour les langues locales qui étaient pour la plupart des linguistes (on peut citer par exemple Maurice Tadadjeu et Etienne Sadembouo qui en sont les pionniers) ont poursuivi leurs objectifs et ont réussi à produire un alphabet général des langues camerounaises. Toutefois, la planification linguistique au Cameroun n'a pas encore abouti à un résultat concret et favorable pour les langues locales. Leur usage reste limité aux cercles ethniques, familial, et dans certaines radios. Un grand nombre d'entre elles n'ont à ce jour aucune documentation, beaucoup sont en voie de disparition (l'Atlas des langues en danger dans le monde établi par l'UNESCO en répertorie trente-six au Cameroun) et certaines sont quasiment éteintes. La majorité de ces langues en danger se trouvent dans les régions anglophones c'est-à-dire au Nord-Ouest et au Sud-Ouest Cameroun.

3.2 Le français *vs.* l'anglais

Nous avons vu que depuis la période coloniale et plus précisément depuis le partage du Cameroun entre la France et la Grande-Bretagne, il existe une inégalité entre le Cameroun francophone et le Cameroun anglophone. La constitution camerounaise place les deux langues au même niveau, pourtant dans les faits, la dominance du français est indéniable. Echu et Ebongue (2012) relèvent plusieurs exemples : d'abord on constate que les professeurs Francophones sont affectés dans les universités anglophones pour enseigner le droit, la linguistique, etc., alors que les professeurs anglophones ne sont autorisés à enseigner que l'anglais aux Francophones. De plus, le français est la seule langue militaire. La formation étant entièrement en français, les Anglophones rencontrent d'importantes difficultés puisqu'ils n'y comprennent presque rien. Un autre fait observé est l'adoption d'abréviations francophones aussi bien dans le domaine anglophone que francophone. Et dans les documents officiels, le français vient toujours

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

avant l'anglais. L'inégalité est d'autant plus palpable que les Francophones eux ne connaissent pas de telles contraintes. Tout se passe donc comme si les Anglophones étaient forcés à maîtriser le français pour avoir une chance de s'accomplir dans la vie sociale.

4 Le problème identitaire des Camerounais

La crise identitaire au Cameroun a fait l'objet de réflexion de plusieurs chercheurs camerounais et européens. Un grand nombre d'auteurs s'accordent sur ce point : le problème identitaire des Camerounais tire sa source de la colonisation. Pour d'autres, il remonte à la traite négrière. En effet selon Echu et Ebongue (2012 : 165), les Africains en général ont développé un sentiment d'infériorité qui n'est autre que la conséquence de l'instrumentalisation subie par les Européens. Ceux-ci les considéraient comme des sous-hommes, de fait, tout ce qu'ils possédaient comme potentiel, leurs cultures, leurs langues, leurs habitudes, étaient considérées comme dénuées de toute valeur, de toute dignité. Les Africains étaient considérés comme des non-civilisés qui avaient besoin de recevoir une culture, des valeurs, des langues dignes, de la part des civilisés. La colonisation est venue accentuer ce sentiment d'infériorité des Africains car rappelons-le, le but de la colonisation française particulièrement était de transformer les Africains en Français. Ce qui voulait dire que même leur mentalité devait devenir celle de Français patriotes. Et puisque chaque langue porte la culture, les valeurs et la vision du monde de son peuple, les colons, en transmettant leur langue aux Africains leur ont également transmis leurs valeurs et leur vision du monde.

Schröder (2009 : 50) note que contrairement à la plupart des pays Africains qui ont construit leur identité autour des frontières ethniques, les Camerounais, eux l'ont fondée sur le modèle colonial français et britannique. L'auteur ajoute que dans ce sens le contexte camerounais représente un défi important aux théories de l'identité sociale, qui stipulent que l'identité sociale est intimement liée à la langue maternelle des individus (Wolf, 2001 : 46). Ainsi les Camerounais, possédant déjà leur propre héritage reçu de leurs ancêtres, se sont retrouvés face à un véritable imbroglio : en effet comment concilier ce nouvel héritage européen et la tradition africaine, sachant que les deux ont des vivions du monde complètement différentes ? Dans son livre intitulé *The African Quest for Freedom and Identity,* Bjornson (1991) parle de « culture hybride » en soulignant l'opposition des valeurs européennes et africaines : pour lui, la société occidentale est essentiellement individualiste, centrée sur la réussite personnelle, tandis que dans la tradition africaine c'est la solidarité communautaire qui prévaut. L'auteur ajoute qu'il n'est pas inhabituel d'avoir des cas d' « hybridation » de cultures, mais cela peut créer de sérieux problèmes identitaires surtout si les deux civilisations sont en opposition totale, voire en conflit. Cependant il semble que chez la plupart des Camerounais, la civilisation européenne tend à prendre le dessus sur la tradition africaine. Sinon comment expliquer le fait que des décennies après la colonisation, la politique linguistique coloniale soit toujours de vigueur au Cameroun et que les langues locales soient demeurées effacées de la vie politique et administrative, et tendent de surcroît à disparaître même du cercle familial ?

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

Echu et Ebongue (2012) soutiennent que la politique linguistique de bilinguisme officiel au Cameroun est une politique de « négation de soi ». Selon les auteurs, une telle politique, qui promeut des identités étrangères est fondamentalement bancale. Toffelson (2002 : 5) nous met d'ailleurs en garde en disant : « ... *the symbolic value of language can have profound consequences, not only for language minorities seeking to negotiate complex and changing identities, but also for dominant groups seeking to retain various forms of political and economic power.* ». C'est donc l'intégralité de la population camerounaise qui souffre de ce problème identitaire : d'une part les groupes majoritaires possédant le pouvoir, notamment les francophones et les communautés linguistiques importantes, d'autre part les minorités, qui sont non seulement les anglophones mais aussi les petites communautés linguistiques. Les Anglophones connaissent une frustration particulière, mêlée de sentiments de rejet, d'infériorité et d'impuissance. Et cette frustration semble être la cause de leur très forte identification à l'anglais, laquelle les pousse aujourd'hui à vouloir se détacher du Cameroun pour former leur propre état.

Si la diversité linguistique est reconnue comme une richesse, elle est vue par beaucoup comme un obstacle à l'unité nationale à cause de la difficulté à choisir une langue qui puisse réunir tout le peuple camerounais. C'est justement sur cette perception erronée qu'a été décidée la politique linguistique actuelle de bilinguisme officielle, qui est apparue comme le meilleur compromis pour pallier ce problème, une politique neutre, qui ne favorise aucun groupe linguistique par rapport aux autres et donc évite tout conflit ethnique. On peut donc lire dans ces décisions une peur de ne pas pouvoir gérer assez intelligemment toute cette multiplicité linguistique. Le bilinguisme officiel nous révèle en outre que les langues locales sont sous-estimées, beaucoup pensant encore qu'elles sont incapables d'accomplir les mêmes fonctions que les langues européennes, notamment parce que peu développées. Nous verrons plus loin que plusieurs projets se sont développés et ont démontré qu'il est possible de faire coexister les langues officielles et les langues nationales au niveau officiel, à l'instar de l'Afrique du Sud qui a onze langues officielles dont une européenne (l'anglais), les dix autres étant toutes des langues africaines. [1]

5 *Language Management Theory* : quelles perspectives pour le Cameroun ?

La politique linguistique devrait prendre en considération de façon primordiale ceux qui en bénéficient. Nekvapil (2005) dit que la planification linguistique ne concerne pas uniquement les institutions mais qu'il s'agit également de l'utilisation quotidienne des langues dans les interactions entre les individus et dans les discours.

L'aménagement linguistique est défini par Nekvapil (2015) comme un changement dans la structure ou dans l'usage d'une ou de plusieurs langues, changement pouvant être enclenché par des institutions, des politiciens, des chercheurs en sciences du langage, ou encore par les locuteurs de la langue eux-mêmes. Les notions métaphoriques de *top-down* et *bottom-up* renvoient à la direction du changement qui se

1. Le sepedi, le sotho, le tswana, le swati, le venda, le tsonga, l'afrikaans, le ndébélé, le xhosa et le zoulou.

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

produit dans l'aménagement linguistique. Elles indiquent notamment la source ou l'auteur du changement, qui comme nous venons de le mentionner peut être très variable. Un aménagement linguistique de type *top-down* est celui qui est initié par des acteurs détenant un certain pouvoir, ce sont généralement les institutions, contrairement au type *bottom-up* dont les acteurs -très souvent les individus-, ont peu de pouvoir. Par conséquent, un aménagement de type *top-down* sera appliqué plus facilement qu'un aménagement de type *bottom-up*. Les termes « *macro-planning* » et « *micro-planning* » sont des synonymes de *top-down* et *bottom-up* respectivement.

Un des mérites de la théorie de la *Language Management Theory* est qu'elle fait interagir les deux types d'aménagement, *top-down* et *bottom-up*. Nekvapil précise qu'il y a plusieurs manières de faire interagir les deux processus, ce qui révèle la complexité de leur interaction. Shohamy (2006) par exemple, cité par Nekvapil, met l'accent sur les processus démocratiques impliqués dans la construction d'un aménagement linguistique de type macro ou *top-down*. C'est justement dans cette interaction que l'aménagement linguistique au Cameroun pourrait trouver un compromis favorable pour tous. On constate en effet la prédominance d'un aménagement de type macro, où seules les institutions décident des changements à mettre en œuvre, sans réellement tenir compte des usages quotidiens et des comportements des individus envers les langues qu'ils utilisent dans leurs interactions. La preuve en est que le bilinguisme officiel prôné par la constitution ne reflète ni l'identité camerounaise ou africaine de la société ni sa diversité linguistique. Que fait-on du pidgin English par exemple qui, bien que formé sur la base d'une langue européenne, est considéré par les Camerounais comme une langue camerounaise parce qu'il s'est revêtu, à travers divers procédés linguistiques, de caractéristiques de langues purement camerounaises aux niveaux lexical, phonologique, morphologique et syntaxique (Echu et Ebongue, 2012 :169) ? Le pidgin English est en outre la langue la plus parlée dans le pays, servant de *lingua franca* dans les zones anglophones, francophones et entre les deux zones. Il faut cependant noter qu'il existe quelques différences entre le pidgin English parlé par les francophones et celui parlé par les anglophones, mais ces différences n'affectent pas l'intercompréhension. Plusieurs chercheurs ont étudié ce parler et ont conclu qu'il serait l'un des meilleurs candidats à l'officialisation en tant que langue camerounaise. Seulement, le pidgin English est encore vu par beaucoup et notamment par les autorités comme un « écart » de langage, un obstacle à la maîtrise de l'anglais standard, d'où son interdiction dans les écoles, au profit de l'anglais britannique standard, qui est la forme acceptée. Pour ces chercheurs, le pidgin English serait le pont qui permettrait l'intégration de tous les groupes linguistiques, majoritaires comme minoritaires, de part sa neutralité (puisqu'il ne représente aucun groupe linguistique en particulier et donc abolit les cloisonnements de nature ethnique) et son expansion à travers le pays.

Des efforts considérables ont été déployés par des chercheurs camerounais et européens pour contribuer à la réflexion sur l'aménagement linguistique au Cameroun et son implémentation.

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

1) Sur le plan linguistique

Le projet ALCAM (Atlas Linguistique du Cameroun), lancé en 1974 à l'université de Yaoundé, a procédé à l'inventaire de toutes les variétés linguistiques en usage au Cameroun, la localisation précise de ces différentes variétés linguistiques sur une carte géographique, la comparaison et la classification de ces variétés linguistiques sous forme d'unités-langues (langues distinctes), la description systématique de ces langues, l'étude des modalités d'usage et d'emploi de ces langues dans la société. (Tabi-Manga, 2000 : 71-72)

2) Sur le plan éducatif

Le projet PROPELCA qui naît en 1979, « s'inscrit [...] dans un contexte de définition d'une politique de changement socio-éducatif [...] Son programme est conçu sous forme d'un triptyque : le premier volet concerne la généralisation et le renforcement de l'enseignement bilingue français/anglais ; le second volet vise l'introduction des langues nationales maternelles à l'école primaire et enfin, au secondaire, l'enseignement de certaines langues nationales véhiculaires » (Tabi-Manga, 2000 : 89-90). De nombreux manuels d'apprentissage ont été conçus par l'équipe du projet PROPELCA, lesquels ont fait l'objet d'expérimentations dans plusieurs établissements primaires et secondaires. Les résultats se sont montrés globalement positifs, et quelques établissements ont maintenu l'enseignement de langues nationales, à l'instar du Collège Libermann à Douala. Ces expériences se sont toutefois heurtées à divers problèmes : « problèmes de rédaction et d'impression des manuels, conflits entre langues européennes et langues nationales, [...] absence d'une politique linguistique clairement exprimée qui puisse justifier les efforts de promotion des langues nationales ». Il y a donc des batailles qui se mènent en faveur des langues nationales sur le plan éducatif.

3) Sur le plan médiatique

L'utilisation des langues nationales varie en fonction des régions. Pour en coter quelques unes :

-La radio provinciale du Centre dont le siège est à Yaoundé utilise trois langues : le bafia, le basaa et l'ewondo

-La radio provinciale du Littoral, située à Douala, utilise cinq langues nationales : le duala, le basaa, le bakoko, le yabasi et le bakaka

-A l'Ouest, à Bafoussam, neuf langues sont utilisées.

-Dans l'Extrême-Nord, à Maroua, dix langues nationales sont utilisées à la CRTV (la station principale)

-Enfin, A Bamenda, la radio émet en vingt-deux langues nationales. (Tabi-Manga, 2000 : 103-107)

D'une manière générale, les recherches sur l'aménagement linguistique en Afrique nécessitent des réflexions approfondies. Et, selon Mwaniki – cité par Nekvapil (2015) – l'on ne saurait simplement transposer les résultats des recherches effectuées dans

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

des contextes étrangers sur le contexte africain. Pour lui il faudrait développer pour l'Afrique un aménagement linguistique qui tient compte de sa situation sociolinguistique.

6 Conclusion

En conclusion, la configuration du Cameroun, unique dans tout le continent africain, nous montre que le plurilinguisme peut être contradictoirement une richesse et un défi, en fonction des attitudes et des décisions vis-à-vis des langues concernées. De ce qui précède, il résulte que langue et identité constituent la pierre angulaire de la construction d'une nation puisque le degré d'engagement des individus envers le développement de la nation dépend du degré de leur identification à la nation. C'est pourquoi la question de la langue dans la définition d'une identité prend une plus grande ampleur dans les sociétés plurilingues. Elle y est tellement cruciale qu'elle est devenue pendant un certain temps, un sujet tabou au Cameroun, car elle risquait d'ébranler l'unité nationale. La question linguistique reste toutefois inéluctable si on veut réellement faire face aux problèmes qui la touchent tels que celui de la politique linguistique la plus appropriée. A quel point la ou les langues choisies dans la politique linguistique d'une nation représente(n)t-elle(s) les citoyens ? Telle est l'une des questions fondamentales à se poser dans le choix d'une politique linguistique. De surcroît, la politique linguistique devrait permettre de construire une identité nationale collective et non individuelle. Pour le cas du Cameroun, elle devrait d'une part intégrer les langues maternelles, et d'autre part créer un pont entre Francophones et Anglophones, leur permettant de s'accepter mutuellement chacun avec son histoire. L'aménagement linguistique devrait quant à lui être un acte intentionnel et concret, reflétant la politique linguistique adoptée.

7 Bibliographie

BALDAUF, R. B. (1993/1994) : « Unplanned Language Policy and Planning », *Annual Review of Applied Linguistics*, n° 14, p. 82-89.

BAYLEY, R., CAMERON, R., & LUCAS, C. (2013) : *The Oxford Handbook of Sociolinguistics*, Oxford University Press.

BJORNSON, R. (1991) : *The African Quest for Freedom and Identity*, Indiana University Press.

ECHU, G. (2012) : *Bilinguisme officiel au Cameroun. Etude linguistique et sociolinguistique*, L'Harmattan.

ECHU, G., EBONGUE, A. E. (2012) : *Cinquante ans de bilinguisme officiel au Cameroun : état des lieux, enjeux et perspectives*, L'Harmattan.

KEMBO-SURE, MWANGI, S., OGECHI, N. O. (2006) : *Language Planning for Development in Africa*, Moi University Press.

ESSEGBEY, J., HENDERSON, B., Mc LAUGHLIN, F. (2015) : *Language Documentation and Endangerment in Africa*, John Benjamins Publishing Company.

FINLAYSON, R. & SLABBERT, S. (2005) : *Language and Identities in a Postcolony*, Peter Lang.

KAMWANGAMALU, N. M., BALDAUF, R. B., KAPLAN, R. (2013) : *Language Planning in Africa*, Routledge.

NEKVAPIL, J. & SHERMAN, T. (2015) : « An Introduction : Language Management Theory in Language Policy and Planning », *International Journal of the Sociology of Language*, n° 232, p. 1-12.

NGEFAC, A. (2008) : *Social Differentiation in Cameroon English*, Peter Lang.

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614

PRAH. K.K., BROCH-UTNE, B. (2009) : *Multilingualism. An African Advantage*, CASAS.

RICENTO, T. (Ed.) (2016) : *Language Policy and Planning*, Vol 1, Routledge.

SCHRÖDER, A. (2003) : *Status, Functions and Prospects of Pidgin English : an Empirical Approach to Language Dynamics in Cameroon*, Narr.

SPOLSKY, B. (2004) : *Language Policy*, Cambridge University Press.

TABI-MANGA, J. (2000) : *Les politiques linguistiques* au Cameroun, Editions Karthala.

WOLF, H. (2001) : *English in Cameroon*, Mouton de Gruyter.

Published in : Hodieb, L. (dir.) (2021), *Plurilinguisme et tensions identitaires. Discours, représentations et médiations*, Editions des archives contemporaines, Coll. «Plidam», France, ISBN : 9782813003614, doi : https://doi.org/10.17184/eac.9782813003614